

L'IMPERIALISME FRANÇAIS MAILLON FAIBLE OU SUPPLETIF DE L'IMPERIALISME MONDIAL ?

Gustave Massiah
CEDETIM, décembre 2002

Une civilisation qui s'avère incapable de résoudre les problèmes que suscite son fonctionnement est une civilisation décadente. Une civilisation qui choisit de fermer les yeux à ses problèmes les plus cruciaux est une civilisation atteinte. Une civilisation qui ruse avec ses principes est une civilisation moribonde. Le fait est que la civilisation dite « européenne », la civilisation « occidentale » telle que l'ont façonnée deux siècles de régime bourgeois est incapable de résoudre les deux problèmes majeurs auxquels son existence a donné naissance : le problème du prolétariat et le problème colonial (...) il faudrait d'abord étudier comment la colonisation travaille à déciviliser le colonisateur, à l'abrutir au sens propre du mot, à le dégrader, à le réveiller aux instincts enfouis, à la convoitise, à la violence, à la haine raciale, au relativisme moral, et montrer (...) le progrès lent, mais sûr, de l'ensauvagement du continent
Aimé CESAIRE, Discours sur le colonialisme, 1955

L'impérialisme français¹ se définit dans la recherche d'une stratégie internationale propre du capitalisme français. Il faut donc s'interroger sur l'évolution du capitalisme français, sur le rôle dans cette évolution de la dimension internationale. Quelle est la place du capitalisme français dans la mondialisation, dans le capitalisme mondial, directement ou à travers le capitalisme européen ? Il faut aussi apprécier l'évolution de la mondialisation en tant que système de domination et s'interroger sur la place de la France dans le système de domination mondiale. Quelle est la place de l'impérialisme français par rapport au système mondial, à l'Union Européenne, à l'unilatéralisme états-unien ? Dans son évolution, comment caractériser l'impérialisme français, comme maillon faible ou comme un simple supplétif de la chaîne impérialiste mondiale ?

Eléments historiques

Nous proposerons ici une périodisation qui s'organise autour d'une hypothèse : nous vivons une crise structurelle de l'impérialisme² qui s'inscrit dans la série des trois dernières grandes crises (celles de 1815-40, de 1850-70, 1914-18).

Le colonialisme primitif caractérise la première phase de l'impérialisme français. Il permet d'acquérir à vil prix, et souvent par la force, des produits locaux, agricoles et artisanaux, revendus très cher en France et de vendre au dessus de leur valeur des

¹ CEDETIM, L'Impérialisme français, Editions Maspéro, 1980

on trouvera dans ce livre les principales références au débat sur l'impérialisme français ; des travaux sont en cours au sein du CEDETIM pour les actualiser et les renouveler

² Samir Amin, Alexandre Faire, Gustave Massiah, Mahmoud Hussein, *La Crise de l'Impérialisme*, Editions de Minuit, 1979

produits manufacturés français. Le pacte colonial précise que les colonies ne doivent rien produire, « pas même un clou ». L'expansion coloniale française est plus le fait d'une caste militaire et d'une bureaucratie d'Etat qui en ont besoin pour compenser par des opérations de prestige leurs défaites européennes. Les profits substantiels du capitalisme colonial seront retirés par les marchands alliés aux militaires qui garantissent un domaine réservé ; les investisseurs coloniaux joueront un rôle marginal limité à quelques secteurs (coton, caoutchouc, huile, navigation maritime) et à certaines régions.

L'impérialisme français se présente comme un impérialisme politico-militaire, mercantile, rentier et usurier peu capable de rivaliser avec les puissances dominantes britannique et nord-américaine. Le colonialisme français encourage les tendances au sous-développement de l'économie française et masque l'affaiblissement de l'Etat français. Le taux de profit des entreprises coloniales et les monopoles commerciaux favorisent les secteurs marginaux de l'économie permettant de différer l'adaptation à la concurrence internationale et de préférer la distribution des profits aux investissements productifs.

Les concurrences inter-impérialistes sont caractéristiques de la période d'industrialisation. Après la guerre de 1914, le réajustement de l'économie mondiale au profit des Etats-Unis et l'éviction des investisseurs français des marchés russes et danubiens vont entraîner une réorientation majeure des flux de capitaux vers les colonies. L'importance des colonies dans l'économie française va se développer.

La période de 1917 à 1947, est celle de l'alliance entre les mouvements communistes et les mouvements de libération nationale formalisée en 1920 au Congrès des peuples d'Orient à Bakou. Cette période est marquée par l'ébranlement des empires coloniaux et les mouvements de population liés aux guerres. C'est aussi dans cette période que s'élabore le modèle keynésien, ou fordiste, social-libéral comme réponse à la révolution soviétique, aux luttes ouvrières, aux résistances dans les colonies et à la montée des fascismes.

La décolonisation va marquer la période 1947 à 1962. Elle commence pour l'Afrique par les massacres coloniaux dès 1945 à Sétif, en Algérie, puis en 1947 à Madagascar. Une partie des dirigeants des futurs Etats africains font leurs classes dans les gouvernements et les assemblées de la IVème République ; les réseaux, gaullistes et autres, commencent à esquisser la fratrie de la « Franç'Afrique ».

La modernisation gaulliste a été esquissée pendant la guerre tient compte de la nouvelle situation internationale définie par les accords de Yalta. Dans le camp occidental, les Etats-Unis ont subordonné les capitalismes allemand et japonais, secondarisé les britanniques et marginalisé les autres. L'impérialisme français est confronté aux luttes de libération au Vietnam, au Maghreb, en Afrique et à Madagascar. L'essentiel de la classe politique, dont la majeure partie de la social-démocratie, confrontée à une crise sociale majeure, perd son honneur à la traîne de la bourgeoisie coloniale et de sa fraction militaire.

Après 1962, l'industrialisation prioritaire et la modernisation sociale n'excluent pas le recours massif à une main d'œuvre immigrée. La société coloniale sans disparaître a évolué, fonctionnaires et militaires se sont mués en coopérants. Une nouvelle forme

d'alliance avec des bourgeoisies locales en formation connaît des succès divers. L'impérialisme français prend des formes d'exploitation indirectes mettant l'accent sur des mécanismes financiers et des institutions financières. Le conflit majeur entre les fractions archaïques liées à la domination directe (bureaucratie coloniale, sociétés commerciales, plantations) et les fractions modernistes grande industrie, banques, entreprises minières et pétrolières) tourne à l'avantage de ces dernières. La bourgeoisie française tente de combiner une stratégie européenne et une stratégie néocoloniale. Mais les intérêts anciens restent pesants, les rentes coloniales alimentent les réseaux et la corruption grandissante dans la société française. La diplomatie française finit toujours par se rallier au grand frère états-unien.

Les luttes sociales et idéologiques des années soixante-dix vont achever le rêve gaulliste d'une indépendance impériale. Pompidou redéfinit un impérialisme aux dimensions du capitalisme français. La coopération s'éloigne des objectifs à long terme pour privilégier la rentabilité immédiate des affaires. La concurrence commerciale et les exportations retrouvent une place prépondérante ; les ventes d'armes définissent la coopération militaire. Avec Giscard d'Estaing l'impérialisme français s'inscrit dans une dépendance acceptée.

La période de 1962 à 1977 pourrait être qualifiée comme celle du non-alignement. Les nouveaux Etats ne sont pas stabilisés. Ils sont bien sûr confrontés à la déstabilisation et aux coups d'état suscités par les puissances pas si anciennement coloniales. Mais, il ne faut pas oublier les erreurs internes, la sous-estimation des paysanneries, le mépris pour les libertés et la démocratie. Malgré la défaite américaine au Vietnam, et les deux chocs pétroliers de 73 et 77, la décolonisation est en pleine crise.

La reconquête néolibérale, de 1977 à 1995, trouve ses fondements dans la domination renouvelée par le Nord et la nature de l'économie mondiale, l'échec des régimes issus de la décolonisation, l'échec de la construction de ce que Samir Amin appelle le soviétisme. Elle s'appuie sur une gestion agressive et criminelle de la crise de la dette. Le front des non-alignés s'est effondré et, une dizaine d'années après, en 1989, c'est au tour de l'Union Soviétique. La mondialisation se traduit par l'ajustement de chaque société au marché mondial ; par la montée des inégalités entre le Nord et le Sud et dans chaque pays, par la précarisation dans les sociétés du Nord et l'explosion de la pauvreté dans les pays du Sud. La reprise en mains n'est pas seulement économique, elle est aussi militaire. Le génocide au Rwanda montre jusqu'où peuvent entraîner les manipulations des représentations ethniques. L'Union Européenne a tout subordonné à l'ouverture à l'Europe de l'Est d'une part, et à la logique de l'Organisation Mondiale du Commerce de l'autre.

Malgré le discours de Cancun sur le Sud, la continuité des intérêts et des réseaux a vite repris le dessus. La manière dont sont traités les sans-papiers, les délivrances de visas, les « normalisations » des foyers a malheureusement montré à quel point la France reste marquée par sa culture coloniale. La gauche défend farouchement les avantages supposés de l'impérialisme français. Elle banalise et légitime un système honteux. Penser que dans l'affaire Elf en France, on a beaucoup glosé sur les bottines de Roland Dumas mais que l'on ait considéré que la question du rôle d'Elf en Afrique ne devait pas être abordé, est proprement scandaleux.

Eléments problématiques

Les prélèvements impérialistes³ servent à compenser les effets tendanciels de la baisse des taux de profit et à diminuer la pression des affrontements sociaux sur le partage de la plus-value. Ils servent à financer des alliances de classes. Ils se traduisent par des arbitrages entre les fractions de la bourgeoisie, par le financement de compensations pour les classes moyennes et une partie des couches populaires. Il n'est pas facile d'apprécier ces prélèvements. Le CEDETIM, en 1977, estimait que les surprofits impérialistes représentaient pour la France environ 20% de l'accumulation annuelle de capital productif. Ils ont joué un rôle déterminant dans la « paix sociale » pendant la période des trente glorieuses pour financer l'Etat-providence à la française. Ces surprofits sont aujourd'hui « socialisés » dans le capitalisme mondial. La part qu'en retire le capitalisme français reste très importante, même si elle a relativement baissé, par rapport aux autres capitalismes, américains, japonais, allemands et même aux capitalismes émergents du Sud.

Les sources de surprofits méritent d'être précisées. La première est la sous-estimation des importations, particulièrement celle des matières premières ; elle provient des conditions de reproduction de la main d'œuvre dans les pays à bas revenus et du contrôle des ressources par la domination politique et militaire ; elle représentait, pour la France, plus de la moitié des surprofits. La surfacturation des produits exportés est plus faible pour la France, bien que certains marchés restent protégés, mais le développement du commerce intra-européen et la concurrence mondiale ont réduit cette source de gains qui représentait environ 10% des prélèvements. Bien que le monopole de fait sur les technologies introduit des surprofits de fait dont les brevets, abusivement nommés droits de propriété intellectuelle, ne donnent qu'une faible idée. Le montant des profits rapatriés représentait plus de 20% des surprofits ; sans compter l'accroissement considérable de valeur des actifs locaux et les remboursements indus de dette qui en font aussi partie. Pour illustrer cette situation, rappelons que les bénéfices de TOTAL en 2001 sont de 7,7 milliards d'euros, supérieurs à eux seuls à toute l'« aide publique au développement » française. Il faut aussi souligner les profits tirés de la main d'œuvre immigrée, particulièrement dans l'économie des coûts de formation initiale. L'exode des cerveaux joue un rôle de plus en plus important dans cette évolution.

L'internationalisation des grandes entreprises françaises est une des principales modalités d'intervention de l'impérialisme français. Les grandes entreprises françaises tirent leur profit du commerce mondial et de l'échange inégal. Les principales sont : TOTAL-ELF dans le pétrole, IMETAL dans le Nickel, les métaux non ferreux et l'uranium, PECHINEY dans l'aluminium, AVENTIS groupe pharmaceutique mondial, AIR LIQUIDE dans le gaz liquéfié, SAINT GOBAIN dans le verre et l'isolation, PSA et RENAULT dans l'automobile, MICHELIN dans les pneumatiques, LAFARGE dans le ciment, BOUYGUES dans les TP, LVMH dans le luxe, L'OREAL dans les cosmétiques, CARREFOUR et PPR dans la distribution. Enfin, il ne faut pas oublier les banques BNP-PARIBAS, SOCIETE GENERALE et CREDIT AGRICOLE et les assureurs AXA, AGF (ALLIANZ) et GROUPAMA. Dans

³ Cedetim, L'Impérialisme Français, Editions Maspéro, 1980

les nouveaux arrivants, il y a les rentiers des services publics : VIVENDI-ENVIRONNEMENT, SUEZ, EDF et France Télécom.

Les ventes d'armes sont un des secteurs essentiels d'intervention qui joue un rôle majeur dans la balance commerciale française et bénéficie de l'aide directe de l'Etat, à travers notamment la coopération militaire. La France a une longue tradition de marchand d'armes et même de trafiquant d'armes⁴. On peut parler de ce point de vue d'un véritable complexe militaro-industriel français. Son importance est illustrée par la réussite des groupes DASSAULT et EADS-LAGARDERE, ce dernier a de plus réussi à contrôler l'édition et une partie des médias.

Les colonies françaises n'ont pas toutes disparues. Les confettis de l'empire ont été pacifiés par le contrôle direct, l'assistanat, l'émigration massive, une politique d'établissement dans l'agriculture, l'industrie, le tourisme, les administrations. Ils ont été transformés en sociétés improductives, coupées de leur environnements régionaux géoculturels. Régulièrement toutefois, en Nouvelle Calédonie, dans les Antilles, en Guyane, les luttes viennent rappeler le caractère toujours actuel de la situation coloniale.

La coopération joue, globalement, un rôle majeur dans l'extension du capitalisme dans les pays du Sud, dans le soutien aux régimes les plus contestables, dans le maintien et la reproduction de l'influence française. **Le rôle de la France dans les organisations internationales** lui donne des responsabilités écrasantes, par exemple au FMI et à la Banque mondiale. Pendant quatorze ans le directeur du FMI, a été par deux fois, l'ancien directeur du Trésor en France. On ne peut pas dire qu'il était contraint d'appliquer cette politique contre son gré, la France a donc défendu, soutenu, mis en place des politiques ultra-libérales. Elle continue à jouer un rôle qui va au-delà, en influence, de son poids financier dans ces institutions, directement et à travers l'Europe qui est l'actionnaire principal du FMI.

La perspective mondiale et européenne n'annule pas la spécificité de l'impérialisme français. Le capitalisme français joue sa carte propre mais tente aussi de passer par le capitalisme européen pour organiser le capitalisme mondial et y négocier de meilleures positions. L'Union Européenne réaffirme la référence cardinale à la prééminence du marché mondial et à la concurrence, en gardant le contact avec les zones émergentes (Inde, Afrique du Sud, Brésil, Chine), mais sans jamais rompre avec le grand frère américain. Le capitalisme français a échoué à aller plus loin dans le capitalisme européen, soit en obtenant un domaine réservé, soit en faisant partager certains investissements sauf dans l'armement où émergent des groupes pan-européens. Sa tentative pour faire prendre en charge par l'Union Européenne sa zone d'influence directe n'a pas résisté à la libéralisation capitaliste à l'Est de l'Europe.

L'impérialisme français s'inscrit dans **un système international et une chaîne impérialiste**. Mais on peut envisager plusieurs conceptions du rapport entre la France, l'Europe et les Etats-Unis : une section européenne d'un impérialisme mondialisé fermement dirigé par les Etats-Unis ; un impérialisme européen assumant plus clairement une position concurrentielle par rapport à l'hégémonie américaine ;

⁴ C.I.I.C.A.N., Les trafics d'armes de la France, Editions Maspéro, 1977

ou une Europe ouverte préfigurant une nouvelle perspective de région géoculturelle défendant une approche d'un système mondial fondé sur des avancées du droit international et un rééquilibre dans les rapports Nord-Sud.

L'avenir reste ouvert, même si la situation et les choix actuels ne conduisent guère à l'optimisme. Pour le mouvement citoyen, et plus particulièrement en France, une stratégie d'émancipation doit s'engager dans trois directions : soutenir les forces sociales et citoyennes qui remettent en cause les rapports de domination dans leurs sociétés ; remettre en cause les mécanismes qui dans le système mondial reproduisent les rapports de domination ; lutter contre tout ce qui, dans la société française, conforte la domination extérieure et s'appuie sur ces mécanismes de domination pour renforcer les inégalités, les discriminations, les exploitations dans la société française. Nous n'oublions pas qu'un peuple qui en opprime un autre n'est pas un peuple libre ; c'est le fondement de la solidarité internationale.